

REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° : N° RG 19/00284 - N° Portalis DBYH-W-B7D-JAXA

AFFAIRE : VOSSIER, NOBILI C/ S.A.R.L. CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, MMA
IARD ASSURANCES MUTUELLES

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 22 Mai 2019

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de
GRENOBLE, assisté de Pascale MAZOYER, Greffier ;

ENTRE :

DEMANDEURS

**Madame Laura VOSSIER,
Monsieur Stephen NOBILI,**

demeurant ensemble 162 chemin des cochettes - 38610 VENON

représentés par Maître CRUZ Eléonore de la SELARL DURAND GRANDGONNET
MURIDI, avocats au barreau de GRENOBLE

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSES

S.A.R.L. CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, dont le siège social est sis 138 avenue
des termes - 38410 ST MARTIN D'URIAGE

non comparante

Compagnie d'assurances MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, dont le siège
social est sis 14 BD MARIE ET ALEXANDRE OYON - 72100 LE MANS

représentée par Maître LECOMTE Emilie de la SELARL CABINET LAURENT FAVET,
avocats au barreau de GRENOBLE

D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 27 Février 2019 pour l'audience des référés du 13 Mars 2019;

Vu le renvoi au 10/04/2019;

A l'audience publique du 10 Avril 2019 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Pascale MAZOYER, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 22 Mai 2019, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

FAITS - PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Par contrat du 1^{er} mars 2017, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI ont confié la rénovation de leur maison d'habitation, sise 162 Chemin des Clochettes à VENON (38), à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE en qualité d'entreprise générale.

Un procès-verbal de réception est intervenu le 05 septembre 2018 dans lequel de nombreuses réserves portant sur presque tous les lots ont été notées. Celles-ci devaient être levées avant le 28 septembre 2018, mais ne l'ont pas été malgré de multiples demandes et mise en demeure.

Par exploit d'Huissier délivré les 27 février et 06 mars 2019, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI ont fait assigner la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE et son assureur, la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES devant le Juge des Référé du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE afin en application des articles 808, 809 et 145 du Code de Procédure Civile de voir :

- ordonner sans délai à compter de la décision à intervenir la condamnation de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE à intervenir chez les requérants pour mettre en conformité l'escalier entre le R+1 et le R+2 et ce sous astreinte de 500 € par jour de retard en cas de refus ou de retard dans l'exécution à compter de la notification de la décision à intervenir,
- ordonner une mesure d'expertise judiciaire,
- condamner la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE à payer à Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI la somme de 3.000,00 € en application des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
- condamner la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE aux dépens comprenant les frais de constat d'Huissier de 609,20 €.

La société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES a constitué Avocat et a formulé protestations et réserves sur la demande d'expertise.

La SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, assignée en l'étude de l'Huissier, a fait parvenir au Juge des Référé un courrier par lequel elle a sollicité le renvoi à une audience ultérieure.

A l'audience de renvoi, dont la date a été communiquée par le Greffe à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, cette dernière ne s'est pas présentée et n'a pas constitué Avocat. Il sera donc statué par ordonnance réputée contradictoire en application des dispositions de l'article 474 du Code de Procédure Civile.

SUR QUOI

I) SUR LA DEMANDE DE MISE EN CONFORMITE ET DE POSE DE L'ESCALIER SOUS ASTREINTE

L'article 808 du Code de Procédure Civile dispose que dans tous les cas d'urgence, le président du Tribunal de Grande Instance peut ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.

L'article 809 du Code de Procédure Civile dispose que le président peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite. Dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, il peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation, même s'il s'agit d'une obligation de faire.

En l'espèce, il est établi par Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI qu'ils ont confié à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, en qualité d'entreprise générale, la rénovation de leur maison. Il ressort de la lecture du procès-verbal de réception du 05 septembre 2018, portant signature de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, que l'escalier permettant de joindre le R+1 au R+2 n'avait pas été posé. Le constat d'Huissier dressé à la demande de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI, le 10 janvier 2019, établit que l'escalier litigieux est posé sur la terrasse de la maison, n'a donc pas été mis en place par la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE contrairement à ses engagements et que l'accès au R+2 se fait par une échelle.

En conséquence, il n'est pas sérieusement contestable que la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE n'a pas rempli son obligation de pose dudit escalier et que Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI accèdent au R+2 de leur maison par une échelle avec les risques que cela comporte.

En conséquence, il est justifié de condamner la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE à intervenir chez Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI pour mettre en conformité l'escalier entre le R+1 et le R+2 et ce sous astreinte de 250 € par jour de retard à compter du 15^{ème} jour suivant la notification de la présente décision.

II) SUR LA DEMANDE D'EXPERTISE

L'article 145 du Code de procédure civile dispose que s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce, il est établi par la communication des procès-verbaux de réception du 05 septembre 2018 et le constat d'Huissier du 10 janvier 2019, que la maison de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI présente des non-finitions, des malfaçons et des désordres. Le constat est également établi par ces derniers que les travaux ont été confiés à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, assurée auprès de la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Dès lors, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI justifient d'un motif légitime à voir ordonner une expertise judiciaire au contradictoire demo et la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Celle-ci se fera aux frais avancés des demandeurs à la mesure selon les dispositions et la mission ci-dessous précisées.

III) SUR LES DEMANDES ACCESSOIRES

Il apparaît inéquitable de laisser à la charge de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI tous les frais irrépétibles exposés par eux. Il convient, en conséquence de condamner la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, qui supportera la charge des dépens, qui ne comprendront pas le coût du constat d'Huissier du 10 janvier 2019, à leur payer la somme de 1.500,00 € en application des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

PAR CES MOTIFS

Nous, Juge des référés, statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance réputée contradictoire et en premier ressort,

Condamnons la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE à intervenir chez Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI pour mettre en conformité l'escalier entre le R+1 et le R+2 et ce sous astreinte de **250 €** par jour de retard à compter du 15^{ème} jour suivant la notification de la présente décision ;

Ordonnons une mesure d'expertise judiciaire au contradictoire de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI, de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE et de la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES ;

Désignons en qualité d'expert :

Monsieur BENOIT Jean-François

Diplôme d'architecte

Atelier d'architecture 22, rue Paul Helbronner

38100 GRENOBLE

Tél : 04.76.09.43.43 Fax : 06.76.23.13.33

Lequel aura pour mission tous droits et moyens des parties étant réservés, de :

- 1** - Convoquer les parties, assistées le cas échéant de leur conseil ; se rendre sur place, 162 Chemin des Clochettes à VENON (38); entendre tout sachant ;
- 2** - se faire communiquer tous documents et dossiers utiles à sa mission ainsi qu'à l'exécution des opérations ;
- 3** - visiter les lieux, décrire et examiner l'ensemble des désordres, malfaçons et non-conformités affectant les ouvrages réalisés et dénoncés dans l'acte introductif et le procès-verbal d'Huissier du 10 janvier 2019, en préciser la nature, la gravité (notamment au regard des dispositions des articles 1792 du Code Civil), les causes et les origines,
- 4** - déterminer au possible l'imputabilité des désordres et à tout le moins, donner au Tribunal tous les éléments permettant de statuer sur les responsabilités encourues ;
- 5** - décrire et chiffrer les travaux nécessaires pour remédier à l'ensemble de ces désordres;
- 6** - dire si il convient ou non, en cas d'urgence constitutive de réels dangers, de procéder à la mise en place et à la réalisation de mesures de sauvegarde de travaux particuliers, de nature à éviter toute aggravation ;

Fixons à **TROIS MILLE EUROS (3.000,00 €)**, le montant de la somme à consigner par Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI **avant le 30 juin 2019** à la régie d'avances et de recettes du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE et dit qu'à défaut de consignation dans le délai et selon les modalités ci-dessus mentionnées, et sauf prorogation de délai sollicitée en temps utile, la désignation de l'expert sera caduque.

Disons que dès l'acceptation de sa mission et en tous les cas lors de la première réunion des parties, l'expert dressera un programme précis de ses investigations et évaluera d'une manière aussi précise que possible le montant prévisible de ses honoraires et de ses débours, qu'il en informera les parties et le Magistrat chargé de la surveillance des

expertises et sollicitera le cas échéant, le versement d'une consignation complémentaire conformément aux dispositions de l'article 280 du Code de Procédure Civile ;

Disons que l'expert accomplira sa mission conformément aux dispositions des articles 273 à 283 du Code de Procédure Civile, qu'en particulier il pourra recueillir de toutes personnes informées des déclarations, qu'il aura la faculté de s'adjoindre tous spécialistes de son choix, dans une spécialité distincte de la sienne, à charge pour lui de joindre leur avis à son rapport;

Disons que les opérations d'expertises se poursuivront sous le contrôle du magistrat chargé de cette fonction au Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE ;

Disons que l'expert déposera au Greffe un pré-rapport écrit de ses opérations et impartira aux parties un délai pour présenter leurs observations ;

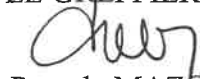
Disons que l'expert devra déposer son rapport au plus tard le **15 février 2020** ;

Disons que l'expert devra joindre à chaque exemplaire de son rapport, y compris ceux adressés aux parties, sa note définitive d'honoraires et que les parties disposeront d'un délai d'un mois pour adresser leurs observations éventuelles au Magistrat taxateur ;

Condamnons la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE à payer à Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI la somme de **1.500,00 €** en application des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

Laissons les dépens, qui ne comprendront pas le coût du constat d'Huissier du 10 janvier 2019, à la charge de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE ;

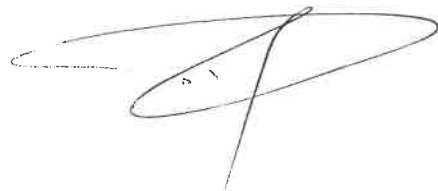
LE GREFFIER,



Pascale MAZOYER

LE PRESIDENT,

Jean-Yves DURAND



POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
Le Greffier en Chef

